



Face à Sarkozy et à Le Pen UNITÉ du monde du travail !

Lors du congrès de l'organisation étudiante d'extrême droite UNI (proche de l'UMP), le ministre de l'Intérieur Guéant a affirmé que « toutes les civilisations ne se valent pas ». Il a ensuite joué hypocritement l'étonné quand s'est enclenchée la polémique. Mais ses propos étaient bien calculés puisqu'il a ensuite enchaîné sur de franches attaques contre les musulmans qui vivent en France. Guéant, porte-flingue de Sarkozy, ramasse ses discours dans les poubelles de l'histoire, celles qui ont servi à justifier les crimes de la colonisation. Au nom de « la supériorité de la civilisation occidentale », des continents entiers ont été pillés pendant des siècles, des peuples ont été massacrés, déportés et opprimés. Jouer la carte du « choc des civilisations » c'est la dernière fuite en avant d'une droite sarkozyste affolée à l'idée de perdre les élections et prête à tout pour rallier l'électorat de Le Pen.

Sarkozy dans la peau de Le Pen

Qu'il réussisse ou non à éliminer Marine Le Pen du 1^{er} tour de la présidentielle, Sarkozy opère une nouvelle mue de la droite extrême à l'extrême droite. Le souci de Sarkozy et Guéant n'est ni « la civilisation » ni « la sécurité » des citoyens mais bien le pouvoir, la lutte pour imposer leur politique au service des classes dominantes. Ils veulent diviser le monde du travail pour mieux faire passer leurs attaques. La droite a peur que Le Pen devance Sarkozy au 1^{er} tour. Marine Le Pen a peur de ne pas avoir les 500 signatures nécessaires ; elle en joue sur le terrain médiatique et se fait passer pour une victime du système. Mais qu'elle ait ces signatures ou pas, tous ceux qui auront chassé sur ces terres auront contribué à donner du crédit aux idées nauséabondes de l'extrême droite.

Non à la xénophobie et au racisme !

La brutalité des attaques anti-sociales, les politiques d'austérité et la dégradation des conditions de vie des classes populaires forment un terreau favorable à la démagogie d'extrême droite. Qu'elle soit à la sauce Guéant ou à la mode Marine Le Pen, elle reste le pire poison pour notre camp social. La candidate du FN version 2012 fait mine de défendre les pauvres contre les puissants mais elle se garde bien d'avancer la moindre mesure qui pourrait gêner les capitalistes. Par contre elle flatte tous les préjugés racistes et islamophobes. Nous devons lui opposer l'unité du monde des travailleurs, quelle que soit leur origine, leur « civilisation », leur religion. C'est en reprenant confiance dans nos propres forces, celles qui nous permettent de mener des grèves, des luttes sociales et de contester le droit des capitalistes à décider de nos vies, que nous pourrions nous débarrasser de tous les Pen, Sarkozy et compagnie. Le bulletin de vote **Philippe Poutou**, candidat du NPA à l'élection présidentielle, sera l'un des moyens de donner de la voix à cet objectif.

Agenda février-mars :

- **mercredi 29 février** : journée de mobilisation interprofessionnelle contre l'austérité en France et en Europe à l'appel de la CGT. **Manifestations à 10h30** à ANGERS (place du Ralliement), CHOLET (place Travot) et SAUMUR (place de la Mairie) et à **16h** à SEGRÉ (place du port).

- **vendredi 2 mars à partir de 19h** : buffet du NPA49 et rencontre avec Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA. Inscription buffet auprès des militants ou par mail. Entrée libre, salle Paul Bert, 12 rue d'Assas à Angers.

- **du 5 au 11 mars** à Jacques Tati (5 r. E. Mansion à Angers-Belle Beille) : exposition sur le fonctionnement des banques et du système financier réalisée par le groupe « Tobin » d'ATTAC 49. Dessins d'Étienne Davodeau, mise en pages d'Anne Bourgeois.

- **samedi 10 mars de 15h à 23h** à Jean Vilar (Angers) « 8 h pour la Palestine » film, témoignages, conférence-débat, concert.

- **dimanche 11 mars** : Réaction en Chaîne Humaine pour sortir du nucléaire, de Lyon à Avignon (premier anniversaire de Fukushima). Départ en car depuis Angers tôt le matin et retour dans la nuit.

Renseignements et inscription :

<http://sdn49.hautetfort.com/>

- **samedi 17 mars** : soirée-débat organisée par le Collectif des Indignés avec Clément Wittmann, candidat aux élections présidentielles 2012, Objecteur de croissance, écologiste et pacifiste. À l'Étincelle, rue Maillé à Angers.

Retrouvez l'Anjou rouge sur le site du NPA 49 :

<http://npa49.free.fr/>

Recevez le gratuitement en nous écrivant :

npa49@yahoo.fr

vendredi 2 mars à partir de 19h :

Rencontre-buffet avec Christine Poupin,
porte-parole nationale du NPA.

Entrée libre, salle Paul Bert, 12 rue d'Assas à Angers.
Inscription au buffet auprès des militants au 02 41 25 19 10 ou par mail.

Succès de la réunion contre l'austérité et la dette du 31 janvier



L'annonce de la réunion publique du mardi 31 janvier, intitulée « L'austérité, une stratégie pour nous faire payer la dette ! » [1] et organisée à Angers par ATTAC, la FSU et Solidaires, était une très bonne surprise, renforcée par la qualité des intervenants, Thomas COUTROT, économiste et co-président d'ATTAC-France et Bernard FRIOT sociologue et économiste. Son succès, mesurable à la fois par l'affluence (240 personnes y ont assisté jusqu'à une heure tardive [2]) et la haute tenue du débat en fait un bon point de départ pour une véritable campagne militante dans tout le département, à l'instar de ce qui se fait un peu partout en France. Une première réunion d'un collectif angevin unitaire sur la dette s'est tenue mardi 7 février à Angers.

Après les grèves et manifestations s'opposant à la contre-réforme des retraites, auxquelles des millions de personnes ont participé, et alors que dans de nombreuses entreprises des grèves éclatent contre les licenciements et la dégradation des conditions de travail, l'enjeu fondamental aujourd'hui est d'organiser, renforcer, faire converger la riposte [3].

Selon les porte-parole de la classe dominante et de son État, l'existence d'une dette publique (1500 G€ [4], tout de même très inférieure à la dette privée : 7000 G€) justifierait un énorme plan d'austérité pour les salarié-e-s, au risque de plonger toute l'économie dans une dramatique récession. L'État dépenserait inconsidérément pour les services publics, les salaires (pardon : le "coût du travail" !) seraient trop élevés, le temps et l'intensité du travail pas assez grands... Ce chantage sur la dette financière doit être dénoncé avec la dernière énergie. Mais il faut aussi expliquer pourquoi cette dette est illégitime (et ce d'autant plus que les intérêts perçus ont déjà "remboursé" les prêts initiaux). À cet égard, la campagne unitaire autour de l'appel national pour un audit citoyen de la dette publique est un moyen de contrer toute la propagande déversée quotidiennement par le pouvoir et les médias pro-capitalistes.

Mardi 31 janvier à Angers, au-delà des différences d'approche de Bernard Friot (critique sur la notion d'audit, en laquelle il voit un moyen maladroit de se placer sur le terrain de l'adversaire) et de Thomas Coutrot (qui pense au contraire que la revendication d'un audit est un moyen pédagogique de mobiliser la population), il y avait accord entre les deux orateurs (et ceux qui intervinrent depuis la salle) pour caractériser la dette comme illégitime.

Bernard Friot et Thomas Coutrot

Bernard Friot fit d'emblée la distinction entre crédit d'usage (dont le taux se situe autour de l'inflation, qui intègre la croissance du PIB et ne se traduit pas par une ponction sur le travail d'autrui ; c'est le crédit de tous les jours du particulier) et crédit d'investissement des organismes financiers responsable de la dette actuelle. Pour cet économiste, ce recours au crédit financier pour investir est inutile et nuisible. L'exemple de la sécurité sociale et des caisses de retraites (1/4 du PIB) montre que le financement est mieux assuré par les cotisations sociales et la mutualisation (même si le mouvement de hausse des

cotisations [5] a été arrêté par le pouvoir depuis 15 ans avec le recours à l'emprunt et la mise en place d'une caisse de la dette sociale - ce qui conduit aujourd'hui au paiement annuel de 30M€ d'intérêts sur cette dette !). Au lieu de passer par des prêteurs (par exemple pour le logement et tous les investissements industriels), il serait possible d'investir grâce à des "cotisations économiques" dont les salariés seraient propriétaires d'usage. À l'inverse, le remboursement des intérêts de la dette financière conduit à une appropriation privée du produit du travail, à la spoliation des salarié-e-s.

Thomas Coutrot commença son intervention par la défense de l'idée d'audit. L'idéologie dominante dans la société est qu'il faut payer la dette (qui serait due à des dépenses excessives au lieu de recettes insuffisantes !) si l'on veut éviter que tout s'effondre. Cette fausse évidence peut être déconstruite par un travail pédagogique et une campagne unitaire. En 2010, l'UMP G. Carrez, rapporteur du budget à l'Assemblée, reconnaissait que l'État avait perdu entre 100 et 120 G€ en dix ans en raison des baisses d'impôts pour les plus riches (aux 2/3) et de transferts de recettes [6]. Face à de tels chiffres, les discours culpabilisants sur la "fraude sociale" visant à rendre les pauvres responsables de la crise devraient apparaître dérisoires [7]. Et mensongers lorsque l'on sait que 2/3 des bénéficiaires potentiels du RSA ne le demandent même pas... Il est donc possible de renverser le faux "bon sens" répandu comme un poison dans la société. C'est d'autant plus faisable que la bourgeoisie est elle-même hésitante sur la démarche à suivre, qu'elle a perdu une grande partie de ses certitudes (par exemple sur l'euro et l'union européenne). Lorsque N. Sarkozy (dans son discours du 29/01) déclare que la crise est maintenant "apaisée", il se paye de mots autant qu'il se fait faux prophète. Le problème grec va se reposer pour le Portugal, et d'autres pays ensuite. Tant que les taux d'intérêt restent supérieurs aux taux de croissance (bientôt négatifs "grâce" aux politiques d'austérité dans toute l'UE), la dette ne cessera de croître. La question de la payer ou non doit être posée et l'audit sert à cela.

L'enjeu est de taille. La création d'un collectif unitaire à Angers est d'autant plus bienvenue que la situation politique morose, marquée par une campagne présidentielle de petites phrases sans programmes politiques, fait le jeu des plus grands ennemis des salarié-e-s (notamment du FN et de la droite extrême).

Que se rassemblent toutes celles et ceux, syndicalistes, militant-e-s associatif-e-s ou politiques, qui refusent de payer la crise, celles et ceux qui se sont battu-e-s pour

l'extension et la généralisation des grèves lors du mouvement des retraites ! Que s'organisent -enfin- les confrontations à venir pour permettre de les gagner !



[1] TEXTE D'APPEL :

La FSU, Solidaires et ATTAC 49 vous invitent à un grand débat public, Mardi 31 janvier 2012 à 20h30, salle Thiers-Boisnet à Angers. Avec Thomas COUTROT, économiste et co-président d'ATTAC France et Bernard FRIOT sociologue et économiste

- Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias. Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

- Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

- Nous refusons d'être des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers. Cette dette a-t-elle été tout entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ? Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

- Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

[2] Il y avait des militants connus ATTAC, FSU et Solidaires mais aussi AL, NPA et PG. Une poignée de militants sans responsabilité de la CGT, du PCF et de LO étaient visibles. Mais l'essentiel des personnes présentes était composé de syndiqués ou non "de base".

[3] La situation en Grèce nous montre à quoi nous attendre : même sous un gouvernement de gauche (avant qu'il ne bascule ouvertement vers "l'union nationale" de combat contre les salarié-e-s en intégrant jusqu'aux fascistes de Laos), le diktat des marchés financiers, de la logique des profits, de la Troïka (UE, FMI, BCE) et le chantage au remboursement d'une dette qui n'a pourtant servi que les intérêts privés, ont été prétextes à imposer à la population le paiement de la facture dans les années qui viennent. En Grèce, le taux de chômage a officiellement atteint 18,4%, mais est plus proche des 25% dans la réalité ; les salarié-e-s et les retraité-e-s ont perdu environ un tiers de leurs revenus ; les taxes exorbitantes récemment votées achèvent de saigner les ménages ; les services publics sont en ruine ; le taux de suicide, traditionnellement l'un des plus faibles d'Europe, a bondi de 40% en un an ; la situation sanitaire de la population se détériore de façon dramatique, notamment pour les femmes : par exemple, celles qui n'ont pas les moyens de payer comptant la prise en charge de leur accouchement dans un hôpital sont renvoyées chez elles...

[4] 1 G€ = 1 giga euro = 1 milliard d'euros ; 1 M€ = 1 méga euro = 1 million d'euros.

[5] 16% en 1930, 32% en 1945, 66% en 1995. Pour Bernard Friot, il faut reprendre ce mouvement d'augmentation qui permet d'avancer vers un salaire socialisé reposant sur les qualifications du ou de la salariée et non plus sur son poste de travail et le fait qu'il ou elle y travaille ou non. Chômeurs, travailleurs en formation, retraité-e-s doivent avoir droit à un salaire continué.

[6] cf. Rapport d'information n°2689.

[7] Selon la sécurité sociale, le déficit dû aux "fraudes sociales" des plus pauvres serait de 450 M€. La ministre du Budget elle-même n'a pas été en mesure de cacher que ce montant est largement inférieur à la fraude fiscale des plus riches, pourtant incomparablement moins nombreux, dont seulement 16 G€ (35 fois plus !) ont pu être récupérés par le fisc en 2010.

« D'Égal à Égales » : vers la 2^{ème} édition !

Les 18 et 19 novembre derniers, le Festival « D'Égal à Égales » a connu un grand succès : le vendredi 18, salle Thiers-Boisnet, plus de 200 personnes ont assisté au grand débat avec Annick Coupé (Solidaires) et Christine Bard (historienne du féminisme). Le lendemain, au même endroit, 4 tables rondes se sont tenues, sur l'IVG, l'homoparentalité, l'antipatriarcat et les violences faites aux femmes, qui ont rassemblé chacune entre 30 et 60 personnes selon les moments. Enfin, le samedi après-midi, une manifestation publique en centre-ville a rassemblé environ 300 personnes. A l'échelle d'Angers et sur ce sujet, cet événement porté depuis plus de six mois par une petite équipe de militants a été un vrai succès, bien que les principaux médias l'aient largement occulté...

La plupart des organisations qui ont participé à ce premier festival (ATTAC, Collectif Émancipation, Planning Familial 49, Quazar, LDH, AL, NPA, PG, EELV, FSU, Solidaires), ont décidé de préparer une seconde édition à l'automne prochain, car la lutte féministe est toujours d'actualité, pour le droit à l'avortement en particulier et pour la cause féministe en général. En effet, les attaques contre les droits fondamentaux se font de plus en plus fréquentes, et le

service public hospitalier comme le Planning familial pâtissent de la compression des dépenses publiques. Le climat politique général de "décomplexation" de la pensée rétrograde et haineuse est peu propice aux mesures d'émancipation féministe.

La discussion a donc commencé pour cerner les thèmes de la 2^e édition. La prochaine réunion du collectif féministe a lieu le 7 mars. Si vous êtes intéressé-e, prenez contact avec le NPA 49.

De l'esprit de clocher au militarisme : le sous-marin nucléaire est-il une marque triomphante de l'avenir poussant dans l'Angers Loire valley ?

À Angers, la municipalité PS-Verts a depuis longtemps cultivé à grands frais le chauvinisme local pour faire valoir son insertion dans le jeu malsain de la « concurrence » et de la « guerre » (sic) entre grandes villes. En 2011, ce fut le dépôt de la marque « Angers Loire valley », l'injonction « live large » faite aux habitants d'être « dépositaires de l'image » du territoire et la (ridicule) campagne de publicité « fiers d'être angevins ». Les slogans creux « vivre la ville » et « aimons Angers » fonderaient l'unité d'une communauté au-delà de ses (très grandes) différenciations de classes. Si de vagues préoccupations sociales ou écologiques apparaissent de temps à autre dans les discours, elles ne sont que prétexte à la légitimation d'une politique largement capitaliste et productiviste par ailleurs. Ainsi en témoignent les luxueux projets « Gare+ » d'hôtel de luxe et de bureaux (à la place de l'ancienne SERNAM) ou de nouveau centre des congrès (à côté du théâtre Le Quai), alors que dans le même temps régresse la proportion de logements véritablement sociaux.

Le Conseil général de l'UMP Béchu donne dans la même veine. L'autocollant « Notre marque, c'est notre territoire, l'avenir pousse en Anjou » est joint à son journal de février, dont le dossier central « L'Anjou affirme son identité » vante les « produits de l'Anjou » (marque déposée) et l'esprit d'entreprise concurrentiel. Avec ses petits moyens et dans une version encore plus provinciale, Saumur n'est pas en reste. La municipalité de droite a lancé une très dérisoire campagne de pub en début d'année pour un nouveau logo commercial de la ville. On trouve depuis sur son site un clip censé décliner son « identité ». Y défilent, accompagnés d'une horripilante musique commerciale, quelques dates prétendument marquantes (du genre : « 1800, Saumur devient sous-préfecture ») –curieusement, la Saumur protestante et les guerres de religion sont oubliées !– et bien sûr le nouveau logo « made in Saumur »...

Mais, comme d'habitude, c'est le maire d'extrême droite (CNI) de Cholet qui cultive le plus l'étroitesse d'esprit de clocher et déploie les plus grands efforts pour laver les cerveaux. Il est vrai qu'il le fait à l'ancienne, et qu'il n'a pas encore compris que le « bon » nationalisme d'aujourd'hui est celui des marques. Le 3 février, au nom de la Communauté d'agglo choletaise (CAC), il a signé un « pacte d'amitié » (sic) avec... le sous-marin nucléaire Le Triomphant. Certes, le Choletais n'a jamais été une très grande base militaire sous-marine, ni même un port, mais, « profondément marqué par son histoire tragique liée aux Guerres de Vendée », il serait « attaché au devoir de mémoire ». En toute logique impénétrable, la CAC va donc donner son « son appui aux écoles, collèges ou lycées qui souhaiteront mettre en place des relations avec l'équipage du sous-marin Le Triomphant » et « les enseignants pourront valoriser ces relations selon les projets pédagogiques développés (instruction civique, histoire, hautes technologies...). » Gilles Bourdouleix invente ainsi l'union bancaire de l'archéo-chouanisme et du militarisme nucléaire « républicain ». Et promeut l'embrigadement des enfants jusque dans les écoles...

Angers, Conseil général, Saumur, Cholet : au-delà de différences d'approche certaines, ces collectivités locales ont recours de façon systématique à l'esprit de clocher identitaire et/ou commercial, voire dans le cas choletais au militarisme le plus éculé. Derrière ce qui pourrait prêter à sourire ou à inquiéter, se cache une réelle **tentative d'aligner les collectivités locales sur le modèle de l'entreprise capitaliste**, de formater les esprits, de détourner les jeunes et la population des véritables problèmes sociaux et de démocratie. À nous de montrer qu'un autre mode de développement des collectivités est possible, fondé sur la **coopération** au lieu de la « concurrence », de la « compétition » et de la mesquinerie ultra-localiste !

Brèves – Brèves - Brèves – Brèves - Brèves – Brèves - Brèves – Brèves - Brèves – Brèves - Brèves – Brèves - Brèves –

Les salariés du social en lutte à Angers !

La colère du secteur social angevin contre le manque de moyens, la dictature managériale, les menaces sur l'emploi s'exprime maintenant publiquement, en particulier par la grève (depuis le 6 février au centre d'hébergement et de réinsertion sociale Bon Pasteur – Béthanie, mais aussi au foyer départemental de l'enfance –Village Saint-Exupéry, rue de Frémur à Angers– et chez les 24 salariés de Promojeunes, association d'insertion qui a déposé son bilan il y a un mois).

Non aux suppressions de postes dans l'éducation !

Par un froid glacial, près de 250 personnes se sont rassemblées mercredi 8 février après-midi devant la préfecture de Maine-et-Loire. Il s'agissait, à l'appel de l'intersyndicale du premier degré (SNUIPP-FSU, SUD-Education, FO, SGEN-CFDT, UNSA), de protester contre la nouvelle vague de suppressions de postes qui touche l'éducation nationale. Dans le département, pas moins de 51 postes sont censés devoir disparaître.

